

Ousmane Issoufi Maïga : «Ce projet sera un document de référence pour toute action ou initiative qui serait prise par notre pays»

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 31 JANVIER 2025

1720

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Retrait des pays de l'AES de la CEDEAO

Maintien des liens

et mesures de solidarité



... fonds internationaux : Le Mali présente son Plan de Réponse Humanitaire 2025 à Genève



La situation politique au Mali : Tensions et incertitudes autour des élections



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



P.9



P.13



P.19



Une /

Retrait des pays de l'AES de la CEDEAO : Maintien des liens et mesures de solidarité

P.4

Brèves /

Sortie des pays de l'AES de la CEDEAO : Vers une nouvelle ère de coopération régionale
Célébration de la Journée Mondiale des Toilettes à la Cité des Enfants : Les Toilettes, Espace de Paix

P.8

Niger : Frappes aériennes des forces de l'AES contre des cibles terroristes

P.8

Lutte contre le terrorisme : L'Égypte prête à soutenir le Mali

P.9

La situation politique au Mali : Tensions et incertitudes autour des élections

P.10

Actualité /

Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 29 janvier 2025 : CM N°2025-05/SGG.
Mobilisation des fonds internationaux : Le Mali présente son Plan de Réponse Humanitaire 2025 à Genève

P.13

P.16

Politique /

Transition : Information et sensibilisation sur les réformes politiques, institutionnelles
Ousmane Issoufi Maïga : «Ce projet sera un document de référence pour toute action ou initiative qui serait prise par notre pays»

P.19

Mali : Le constat de H. Niang sur le déséquilibre dans l'exploitation des ressources minières en Afrique

P.20

P.23

Culture & société /

Biennale Artistique et Culturelle Tombouctou 2025 : Rencontre entre le Ministre Daffé et la Commission d'Organisation

P.26

International /

Nucléaire : Les défis de la France
France : François Bayrou utilise le terme «Inchallah» lors d'une réunion avec les députés LR

P.27

P.28

Sport /

Suspicion d'arrangement entre le PSG et Stuttgart : Un match décisif sous haute tension en Ligue des Champions UEFA

P.29

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Retrait des pays de l'AES de la CEDEAO

Maintien des liens et mesures de solidarité

Aujourd'hui, le 29 janvier 2025, marque le retrait officiel du Burkina Faso, de la République du Mali et de la République du Niger de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cependant, dans un souci de solidarité régionale et dans l'intérêt supérieur des populations, les autorités compétentes à l'intérieur et à l'extérieur de la CEDEAO sont invitées à respecter les mesures suivantes, conformément à la décision de maintenir les portes de la CEDEAO ouvertes au dialogue.

Tout d'abord, il est demandé de reconnaître les passeports et cartes d'identité nationaux arborant le logo de la CEDEAO des citoyens des pays concernés, à savoir le Burkina Faso, le Mali et le Niger, jusqu'à nouvel ordre. En outre, les biens et services en provenance de ces pays continueront de bénéficier du traitement prévu par le Schéma de libéralisation des échanges (SLEC) et la Politique d'investissement de la CEDEAO.

Les citoyens des pays concernés pourront également jouir, jusqu'à nouvel ordre, du droit de circulation, de résidence et d'établissement sans visa, en conformité avec les protocoles de la CEDEAO en la matière. Par ailleurs, un soutien et une coopération inconditionnels seront apportés aux fonctionnaires de la CEDEAO en provenance de ces trois pays dans le cadre de leurs missions pour la Communauté.

Ces dispositions resteront en vigueur jusqu'à ce que la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO adopte les modalités complètes des futures relations avec le Burkina Faso, le Mali et le Niger. A cet effet, une structure a été mise en place par la Commission pour faciliter les discussions sur ces modalités avec chacun des trois pays concernés.

**À lire en encadré l'intégralité
du communiqué de presse de
la CEDEAO**

Arouna Sidibé



ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le retrait du Burkina Faso, de la République du Mali et de la République du Niger de la CEDEAO prend effet à compter de ce jour, le 29 janvier 2025. Toutefois, dans l'esprit de la solidarité régionale et dans l'intérêt supérieur des populations, et conformément à la décision de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de maintenir les portes de la CEDEAO ouvertes au dialogue, les autorités compétentes à l'intérieur et à l'extérieur de l'ensemble des États membres de la CEDEAO sont priées et tenues de veiller au respect des mesures ci-après :

- a) Reconnaître jusqu'à nouvel ordre les passeports et cartes d'identité nationaux portant le logo de la CEDEAO détenus par les citoyens du Burkina Faso, de la République du Mali et de la République du Niger ;
- b) Continuer à accorder aux biens et services provenant des trois pays concernés le traitement prévu par le Schéma de libéralisation des échanges (SLEC) et la Politique d'investissement de la CEDEAO ;
- c) Permettre aux citoyens des pays concernés de continuer à jouir, jusqu'à nouvel ordre, du droit de circulation, de résidence et d'établissement sans visa, conformément aux protocoles de la CEDEAO en la matière ;
- d) Apporter aux fonctionnaires de la CEDEAO des trois pays, un soutien et une coopération sans faille dans le cadre de leurs missions pour la Communauté.

Ces dispositions restent en vigueur jusqu'à l'adoption par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO, des modalités complètes de nos relations futures avec les trois pays. La Commission a mis en place une structure pour faciliter les discussions sur ces modalités avec chacun des trois pays. Ce message est nécessaire pour éviter toute confusion et toutes perturbations dans la vie et les affaires de nos populations pendant cette période de transition.

29 janvier 2025

101 Yakubu Gowon Crescent - Asokoro District - P.M.B. 401 - Abuja - Nigeria
www.ecowas.int

■ Daouda Bakary Kone



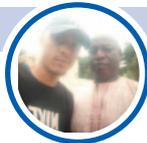
Présidence de la BAD: Le soutien d'Alassane Ouattara à la Banque africaine de développement constitue un tournant décisif pour la candidature de Sidi Ould Tah, président de la Banque arabe pour le développement en Afrique (BADEA) déposé sa candidature.

■ Ammy Baba Cisse



Un malien appelle sur une radio, il était en pleurs, expliquant qu'il a une femme et des enfants mais qu'il a perdu son boulot par défaut de sa carte d'identité.

■ Miniankakai Sogoba



Hypocrisie mondiale:
L'armée Congolaise proche de Kigali, l'Union Africaine et Kagame demandent un cessez-le-feu.

■ Marietou N'Diaye



Rapport du Vegal sur la gestion financière du Ministère des Sports (Fomba): 74 M de fausses factures, 30 M de facture doublon et 20 M de primes à des joueurs fictifs !

■ Nia Dialla Keita



LDC : Malgré sa défaite, Liverpool seul leader de la compétition

■ Ammy Baba Cisse



Issa Kaba nous demande de rester derrière les décisions des autorités. Il ajoute que même si c'est 100 ans, Assimi va partir.

■ Leila La Sahelienne



Urgent selon les sources aux USA les 900 Maliens qui seront expulsés figure Iba Bocoum vers le Mali.

■ Tahirou J. Bah



Le retrait de l'AES de l'UEMOA se précise. Le processus est irréversible. Ces organismes néo-coloniaux vont tomber comme un château de carte !

■ CNBC -



La plateforme de médias sociaux X d'Elon Musk a annoncé mardi le lancement d'un portefeuille numérique et de services de paiement pair à pair fournis par Visa.

X a conclu un accord avec Visa, le plus grand réseau de cartes de crédit américain, à être le premier partenaire de ce qu'il appelle le compte X Money, a annoncé la PDG Linda Yaccarino dans un post sur la plateforme.

Elle a déclaré que Visa permettra aux utilisateurs de X de transférer des fonds entre les comptes bancaires traditionnels et leur portefeuille numérique et de faire des paiements instantanés de pair à pair, comme avec Zelle ou Venmo.

Lire la suite : [cnb. cx/3ErkLRW](https://cnb.cx/3ErkLRW)



Elon Musk's X begins its push into financial services with Visa deal

■ Drissa Meminta



Communiqué de la CEDEAO, passeport, carte biométrique, libre circulation et de résidence... valables jusqu'à nouvel ordre malgré l'effectivité de la sortie de l'AES

■ Yeah Samake



CHERS AMIS,
De la Côte Est au Far West des États-Unis d'Amérique, me voici bien arrivé à Los Angeles. En marge de mes rencontres professionnelles, j'ai eu le plaisir de partager un moment de bonheur avec un compatriote malien inspirant. Monsieur Cissé Mamadou, alias Papou Cisse, est un jeune entrepreneur talentueux qui se distingue brillamment dans le domaine de l'immobilier. Son parcours est une véritable source de fierté pour notre pays, et il incarne l'ambition et le dynamisme des jeunes maliens à l'étranger. Continuons de soutenir et de valoriser ces talents qui font rayonner le #Mali partout dans le monde. Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR #Mali #Entrepreneuriat #DiasporaMalienne

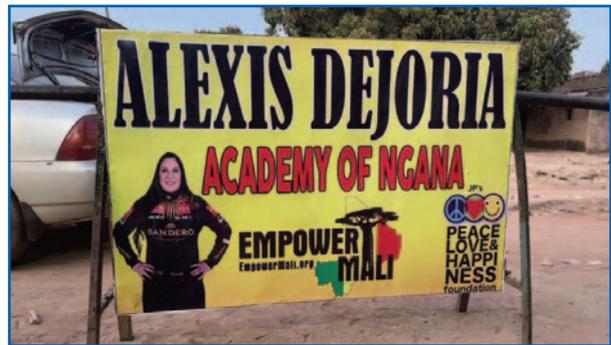


■ Fouraba Samake II



L'accès à une éducation de qualité passe avant tout par des infrastructures adaptées, et ce nouveau collège en est un bel exemple. Bravo à Empower Mali, à son directeur exécutif Yeah Samake, à JP's Peace, Love & Happiness Foundation et aux ressortissants du village pour cette mobilisation exemplaire ! Ensemble, nous bâtissons un Mali où chaque enfant a la chance d'apprendre et de rêver grand.

#ÉducationPourTous #InvestirDansLavenir #Mali #DIRIGERCESTSERVIR



■ Moussa Sayon Camara



Ce qu'a fait Yeah Samake pour l'éducation des Maliens

«À cette date, je peux dire que j'ai construit une cinquantaine d'écoles à travers le pays. Un complexe scolaire et universitaire en cours de construction à Ouéléssébougou, qui est très avancé avec 21 salles de classe, un bloc administratif. En plus, j'ai pu également donné 77 bourses d'études pour des universitaires pour aller étudier aux États-Unis.

J'ai donné des bourses à une quinzaine autres pour l'Inde mais aussi 25 bourses d'études à des lycéens pour aller faire le lycée aux USA qui coûte 75.000 US dollars par an et par personne».

L'intégralité de son entretien à retrouver dans le magazine Nouvelle Afrique, disponible en papier et en numérique aux 76 52 64 39, 79 20 96 65 (Mali) et 002-217-74317742 (Sénégal)



**Sortie des pays de l'AES de la CEDEAO :
Vers une nouvelle ère de coopération
régionale**



Le mercredi 29 janvier 2025 restera gravé dans les annales comme la date officielle de la sortie des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cette décision historique a été précédée par une série d'événements marquants, dont le discours du Président en exercice de la Confédération, prononcé le 19 janvier 2025 à l'occasion du 64ème anniversaire des Forces armées maliennes.

Lors de ce discours, le Président a tracé la voie à suivre, conformément aux accords conclus avec ses homologues le 06 juillet 2024 à Niamey. En écho à ces propos, le Ministre de la Défense nationale du Niger a annoncé, le 21 janvier 2025, la création et l'opérationnalisation de la Force Conjointe des Armées des pays de l'Alliance des États du Sahel, composée de 5000 hommes et équipée des moyens nécessaires pour lutter contre le terrorisme.

Le 27 janvier 2025, Dr. Choguel Kokalla Maïga, ancien Premier ministre du Mali, a souligné la sortie des pays de l'Alliance des États du Sahel de la CEDEAO comme un tournant majeur. Il a rappelé les efforts déployés par les Ministres des Affaires Étrangères des pays de l'Alliance pour renforcer la coopération au sein de la Confédération. Il a également appelé à accélérer le processus d'examen des questions économiques et financières pour répondre aux attentes des citoyens.

Dr. Choguel K. Maïga a insisté sur l'importance de l'indépendance et de la souveraineté des pays africains dans le choix de leurs partenaires et de leur modèle de développement. Il a souligné que l'Alliance des États du Sahel représente un espoir pour l'Afrique et pour tous ceux qui aspirent à la paix, à la dignité et à la prospérité. Il a appelé les pays de la CEDEAO à faire preuve de compréhension et a affirmé que le processus de construction de l'Alliance est irréversible.

Cette décision historique ouvre ainsi une nouvelle ère de coopération régionale et de construction d'une Afrique unie et prospère, où chaque pays pourra avancer selon ses propres choix et aspirations, tout en collaborant avec ses voisins pour un avenir commun meilleur. La déclaration de Choguel Maïga met en lumière l'importance pour les Africains de ne plus sacrifier les intérêts de leur continent au profit d'États et de gouvernements étrangers. En effet, l'Histoire récente de l'Afrique est marquée par des exemples de dirigeants ayant servi des intérêts étrangers pour maintenir leur pouvoir, mais qui ont finalement connu des destins tragiques.

Arouna Sidibé

**Célébration de la Journée Mondiale
des Toilettes à la Cité des Enfants :
Les Toilettes, Espace de Paix**



Le jeudi 23 janvier 2025, la Cité des Enfants a été le théâtre des festivités de la Journée Mondiale des Toilettes édition 2024. Cet événement a rassemblé les principaux acteurs du ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable, dont la ministre Doumbia Mariam Tangara, ainsi que de nombreux participants parmi lesquels le représentant résident de l'Unicef au Mali et les autorités administratives et coutumières de la région. Le thème choisi pour l'édition de cette année, « Les toilettes, espace de paix », a été au cœur des discussions et des actions menées lors de cette journée.

Le Mali a rejoint la communauté internationale en célébrant la Journée Mondiale des Toilettes le 23 janvier 2025, une date décalée par rapport au 19 novembre habituel, en raison du contexte national. Cette célébration a été marquée par des initiatives d'information, de sensibilisation, d'organisation de conférences et d'expositions mettant en lumière l'importance de la gestion durable des ressources en eau, de leur accessibilité, ainsi que les défis et enjeux liés à cette ressource vitale. La ministre Doumbia Mariam Tangara a souligné que le thème choisi, « Les toilettes, espace de paix », avait pour objectif de sensibiliser les autorités et les populations sur l'importance des toilettes, leur gestion adéquate, et leur rôle en tant que facteur de paix dans un contexte de changement climatique.

Le message porté par cette célébration, en accord avec les Nations Unies, est clair : les toilettes peuvent jouer un rôle crucial dans la construction de la paix ou au contraire dans la genèse de conflits. En ces temps de défis climatiques, de migrations massives et de troubles politiques, la coopération pour garantir un assainissement adéquat est essentielle pour assurer la prospérité et la stabilité. La ministre a souligné que les toilettes peuvent être un outil pour sortir de la crise en favorisant l'harmonie entre les communautés et les pays, à condition de promouvoir une utilisation juste et durable de ces infrastructures. Le représentant de l'Unicef au Mali s'est félicité du succès de la mobilisation de la population et de l'impact des messages diffusés lors de cette journée. Les engagements pris par les autorités nationales en matière d'hygiène et d'assainissement ont permis d'avancer significativement dans la sensibilisation de la population sur ces enjeux cruciaux.

Fatou Sissoko

Niger : Frappes aériennes des forces de l'AES contre des cibles terroristes



Le 28 janvier 2025, le quartier général des armées a annoncé des frappes aériennes effectuées par la force conjointe de l'Alliance des États du Sahel (AES) contre des cibles terroristes lors d'opérations de surveillance du théâtre unifié. Cette opération témoigne de l'engagement continu de l'Alliance dans la lutte contre le terrorisme dans la région.

Grâce à une collaboration étroite entre les services de renseignement, les avions de chasse de la coalition ont pu localiser et identifier une trentaine de terroristes, y compris des cadres et des combattants, qui ont été neutralisés lors de ces frappes. Ces actions ont également entraîné la destruction d'une importante quantité de matériel logistique appartenant à l'État Islamique au Grand Sahara (EIGS), affaiblissant ainsi les capacités opérationnelles des groupes terroristes dans la région. Les frappes ont eu lieu lors d'une réunion des terroristes à Gharaghane, une localité située à environ 100 km à l'est de Ménaka, à la frontière de la région de Tahoua, au Niger. Les explosions ont révélé la présence de substances explosives sur les cibles détruites, entraînant également la destruction de véhicules et de motos utilisés par les terroristes.

L'évaluation des frappes est en cours afin de confirmer l'identité des cadres neutralisés et de mesurer l'impact de ces opérations sur les activités des groupes terroristes dans la région. Le quartier général des armées a réaffirmé son engagement à poursuivre les opérations militaires et à maintenir la pression sur les groupes terroristes à travers l'ensemble du théâtre unifié de l'Alliance des États du Sahel.

Ces frappes aériennes démontrent la détermination de l'Alliance à lutter contre le terrorisme et à assurer la sécurité et la stabilité dans la région du Sahel. L'unité et la coordination des forces armées de l'Alliance continueront d'être des éléments clés dans la lutte contre le terrorisme et l'instabilité dans la région.

Arouna Sidibé

Lutte contre le terrorisme : L'Égypte prête à soutenir le Mali



Le ministère malien de la Sécurité et de la Protection civile a récemment annoncé que l'Égypte était prête à soutenir le Mali dans sa lutte contre le terrorisme. Cette déclaration fait suite à une rencontre entre le ministre malien de la Sécurité et de la Protection civile, le général de division Daoud Aly Mohammedine, et l'ambassadeur d'Égypte au Mali, Mohamed El Gammal.

Lors de cette rencontre, l'ambassadeur d'Égypte a affirmé avoir reçu des instructions claires et précises des autorités de son pays pour s'informer des besoins du Mali en matière de lutte contre le terrorisme et y répondre favorablement. Il a mis en avant l'expérience de l'Égypte dans ce domaine et a exprimé le souhait de partager ce savoir-faire avec le Mali.

Depuis 2012, le Mali est confronté à une crise profonde marquée par des insurrections indépendantistes, des attaques djihadistes et des violences intercommunautaires ayant entraîné de nombreuses pertes humaines et des déplacements massifs de populations.

L'offre de soutien de l'Égypte arrive à un moment crucial pour le Mali, qui cherche à renforcer ses capacités dans la lutte contre le terrorisme et à garantir la sécurité de ses citoyens. Cette collaboration entre les deux pays pourrait ouvrir de nouvelles perspectives dans la lutte contre l'extrémisme et contribuer à la stabilité de la région.

Cette annonce témoigne de la solidarité entre l'Égypte et le Mali dans la lutte contre le terrorisme et souligne l'importance de la coopération internationale pour faire face à cette menace qui pèse sur la paix et la sécurité dans la région.

Arouna Sidibé

www.malikile.com

La situation politique au Mali : Tensions et incertitudes autour des élections

La situation politique au Mali demeure tendue alors que les partis politiques se préparent pour des élections cruciales qui doivent marquer la fin d'une transition dirigée par les militaires au pouvoir depuis plus de quatre ans. Les espoirs de voir des élections libres et transparentes sont assombris par les doutes exprimés par certains acteurs politiques, dont le secrétaire général de la Convergence pour le développement du Mali (CODEM), Alassane Abba.

L'adhésion du Parti Alternative pour le Mali au regroupement politique Djiguiya Coura a récemment ravivé les tensions, amenant Alassane Abba à exprimer ouvertement son scepticisme quant à la volonté réelle des autorités en place d'organiser des élections. Selon lui, l'absence d'un calendrier électoral concret est révélatrice du manque de volonté politique des dirigeants actuels.

La "Déclaration du 31 mars 2024", signée par certains partis politiques, a également suscité des réactions au sein de la classe politique malienne. Le refus de certains partis, dont le CODEM et Djiguiya Coura, de signer ce document met en lumière les divergences et les incompréhensions qui règnent au sein de l'opposition. Alassane Abba souligne le besoin urgent d'une nouvelle dynamique politique pour sortir de l'impasse actuelle, déplorant le manque de progrès et l'enlisement de la transition.

Dans un contexte marqué par les tensions et les dissensions au sein de la classe politique malienne, la question de l'organisation d'élections libres et transparentes reste au cœur des débats. Les partis politiques sont appelés à surmonter leurs divergences et à trouver un terrain d'entente pour garantir une transition démocratique réussie. En attendant, l'incertitude politique persiste et laisse planer des doutes sur l'avenir du processus électoral au Mali. Alassane Abba exprime des préoccupations



légitimes concernant le respect des chronogrammes en politique, ainsi que sur la nécessité d'une critique objective de la situation actuelle au Mali. Il soulève également des points importants sur la nécessité de définir clairement les actions à entreprendre et de les réduire au minimum pour garantir la faisabilité des délais fixés.

Le secrétaire général de la CODEM met en avant le risque lié à la précipitation et à la surcharge de travail dans des délais restreints, ce qui pourrait compromettre la mise en œuvre des étapes prévues. Il remet en question la volonté réelle des autorités en place d'organiser des élections dans un contexte où d'autres enjeux semblent prendre le dessus, tels que la décision controversée de sortir de la CEDEAO.

Enfin, il appelle à un sursaut de courage politique de la part de la classe politique pour faire face à la situation et demander clairement aux autorités en place de sortir de la transition. Il met en garde contre l'auto-censure et l'aveuglement face à la réalité de la situation politique, appelant à une prise de conscience collective.

Fatou Sissoko





Nekapro



Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.



Rédaction



Amélioration de style



Correction



Traduction

CONTACT



+223 74-44-27-44

www.nekapro.com



@nekapro

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149



Premier essai gratuit



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE
L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de

23, 918 MILLIARDS FCFA

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption

et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

 BAMA KO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

 (+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

 contact@oclei.ml  www.oclei.ml

Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 29 janvier 2025

CM N°2025-05/SGG.

Le Conseil des Ministres s'est réuni en session ordinaire, le mercredi 29 janvier 2025, dans sa salle de délibérations au Palais de Koulouba, sous la présidence du Général d'Armée Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'Etat.

Après examen des points inscrits à l'ordre du jour, le Conseil a :

- adopté des projets de texte ;
- et entendu des communications.

AU CHAPITRE DES MESURES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES

1. Sur le rapport du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le Conseil des Ministres a adopté des projets de texte relatifs à la création, à l'organisation et aux modalités de fonctionnement de l'Université Polytechnique de Bandiagara.

Le Mali a engagé, depuis son accession à l'indépendance, de nombreuses réformes de l'enseignement en vue d'améliorer la qualité de l'éducation et de disposer de cadres pour la mise en œuvre de ses plans de développement.

La mise en œuvre de ces réformes a abouti à la restructuration de l'Université de Bamako en 2012 qui a donné naissance à 04 structures universitaires à savoir l'Université des Sciences, des Techniques et des Technologies de Bamako, l'Université des Lettres et des Sciences humaines de Bamako, l'Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako et l'Université des Sciences juridiques et politiques de Bamako.

Malgré les résultats encourageants, l'Enseignement supérieur reste confronté à des difficultés liées, entre autres, à l'évolution des

effectifs des étudiants, à la faiblesse des capacités d'encadrement et de gestion et à l'insuffisance des infrastructures et équipements.

Pour pallier ces difficultés, la Politique nationale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique préconise la déconcentration des institutions d'enseignement supérieur et de recherche par la création d'universités dans les Régions.

Dans ce cadre, le Gouvernement a créé, par le Décret n°2023-0307/PT-RM du 16 mai 2023, la Mission universitaire de Bandiagara en vue de préparer la création et l'ouverture d'universités dans la région. Le rapport de cette mission universitaire a mis en évidence la nécessité de créer une Université polytechnique.

Les projets de texte, adoptés, créent l'Université Polytechnique de Bandiagara avec pour mission de contribuer à la mise en œuvre de la politique nationale en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique.

2. Sur le rapport du ministre de la Jeunesse et des Sports, Chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne, le Conseil des Ministres a adopté :

a. des projets de texte relatifs à la création, à l'organisation, aux modalités de fonctionnement et au cadre organique du Stade omnisports de Kati ;



b. des projets de texte relatifs à la création, à l'organisation, aux modalités de fonctionnement et au cadre organique du Stade omnisports de Koulikoro.

La Politique nationale de Développement du Sport prévoit la création de nouvelles infrastructures, la réhabilitation et l'entretien des infrastructures existantes dans le cadre d'un programme pluriannuel afin de parvenir à une meilleure couverture du territoire national.

C'est dans cette optique que le Gouvernement a entrepris les travaux de rénovation de certaines infrastructures sportives dont le Stade de Kati et le Stade municipal de Koulikoro en vue de les rendre conformes aux normes internationales.

Les projets de texte, adoptés, créent sous forme de services rattachés le Stade omnisports de Kati et le Stade omnisports de Koulikoro avec pour mission d'offrir un cadre adéquat à la pratique des activités physiques, sportives et de loisir. Ils prévoient également, pour les 5 prochaines années, l'effectif du personnel nécessaire à l'exécution de leur mission.

AU CHAPITRE DES COMMUNICATIONS

1. Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a informé le Conseil des Ministres des conclusions de la réunion des Ministres des Affaires étrangères de la Confédération des Etats du Sahel, tenue à Ouagadougou le 26 janvier 2025.

Présidée par le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de la République du Mali, cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre des consultations politiques régulières du pilier Diplomatie de la Confédération AES, a permis de consolider l'approche commune sur les discussions avec la CEDEAO, consécutives à leur retrait conjoint et sans délai de l'Organisation sous régionale.

A cet égard, les ministres ont décidé d'engager les discussions avec la CEDEAO de manière conjointe, dans le cadre de la Confédération AES et dans l'esprit de sauvegarde des intérêts des populations.

À l'issue des travaux, Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP a été désigné par ses homo-

logues du Burkina et du Niger, de convenir des détails de la rencontre technique avec la CE-DEAO.

En marge de leur séjour, les ministres ont été reçus en audience par Son Excellence le Capitaine Ibrahim TRAORE, Président du Faso, Chef de l'Etat.

2. Le ministre de l'Education nationale a informé le Conseil des Ministres de la situation des écoles inondées.

Les habitants de certaines localités des Régions de Gao et de Tombouctou, situées le long du Fleuve Niger, ont récemment assisté à la montée des eaux. Ce phénomène inhabituel a impacté des écoles riveraines.

Au total, 71 écoles relevant de 05 Centres d'Animation pédagogique des Académies d'Enseignement de Gao et de Tombouctou ont été touchées.

En vue d'assurer la continuité des activités pédagogiques, le Gouvernement a entrepris :

- l'installation de tentes comme espace d'apprentissage temporaire ;
- le redéploiement des élèves dans des établissements environnants.

3. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a informé le Conseil des Ministres de l'organisation à Bamako de la Conférence des responsables d'Institutions d'Enseignement supérieur de la Confédération des Etats du Sahel.

Cette rencontre qui se tiendra en avril 2025 sera l'occasion de formuler une vision partagée et cohérente qui permettra une mutualisation et une intégration des offres d'enseignement supérieur et des programmes de recherche dans l'espace AES.

De manière spécifique, il s'agira de :

- procéder à un état des lieux de l'offre d'enseignement supérieur et de la recherche dans les trois pays ;
- proposer des pôles d'excellence de formation en lien avec les priorités de développement ;
- proposer des programmes de recherche sur des thématiques fédératrices et d'intérêt pour le développement de la Confédération AES ;
- proposer un mécanisme pérenne de partage d'expérience par les Institutions d'Enseigne-

ment supérieur et de la Recherche des trois pays ;

- proposer un mécanisme favorisant la mobilité des étudiants, doctorants et enseignants-chercheurs au sein de l'espace confédéral.

Le thème proposé pour la Rencontre de haut niveau est : « Contribution de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique au développement stratégique de la Confédération des Etats du Sahel ».

4. Le ministre de l'Agriculture a informé le Conseil des Ministres des conclusions de la participation du Mali au 17ème Forum mondial de l'Alimentation et de l'Agriculture et au 11ème Forum Agro-alimentaire germano-africain, à Berlin, en République fédérale d'Allemagne

Le Forum mondial de l'Alimentation et de l'Agriculture est la plus importante conférence internationale consacrée aux enjeux du secteur Agricole. L'édition de l'année 2025 a été consacrée à la bioéconomie durable, perçue comme une nécessité pour atteindre l'objectif de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, dans le respect des droits humains et des limites écologiques.

La conférence ministérielle a regroupé plus de 70 ministres de l'Agriculture dont celui du Mali, dans la perspective de donner une impulsion décisive à la bioéconomie durable.

Le Forum Agroalimentaire germano-africain est une plateforme d'échanges, entre le secteur privé et les décideurs politiques, visant à identifier les solutions concrètes pour renforcer la sécurité alimentaire et la transformation des systèmes agricoles.

L'édition 2025, dont le thème est, « Agriculture et Développement rural durables grâce à l'adaptation et à l'innovation régionale », a été marquée par le lancement officiel du Centre d'Expertise germano-africain pour les systèmes alimentaires durables et résilients et la science des données agricoles et nutritionnelles appliquées.

5. Le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable a informé le Conseil des Ministres des résultats de la mise en œuvre de la phase de démonstration et des dispositions en cours pour consolider et mettre à l'échelle les résultats

acquis pour la réhabilitation économique et environnementale du Fleuve Niger.

Le Fleuve Niger est confronté aux impacts négatifs des changements climatiques et des activités anthropiques, notamment l'accélération des érosions, la dégradation des berges, l'ensablement, la baisse de l'hydraulicité et la destruction des écosystèmes aquatiques.

Pour lutter efficacement contre ces fléaux et résoudre les conflits communautaires liés à l'exploitation des ressources du fleuve et son bassin versant, le Gouvernement avec l'appui de la Banque mondiale a élaboré le Projet de Réhabilitation économique et environnementale du Fleuve Niger, mis en œuvre de septembre 2018 à juin 2024, dans la zone du Delta intérieur du Fleuve Niger.

A la clôture officielle du projet, le 30 juin 2024, on peut noter qu'il a démontré des approches efficaces pour améliorer la navigation sur une section de 50 km du Fleuve Niger (KéMacina/Diafarabé), avec une réduction du trajet de 02 heures suite à la pose de 27 balises sur le chenal navigable KéMacina/Akka.

Le projet a également restauré 112 hectares de terres et amélioré les moyens de subsistance de 2 161 personnes grâce à la mise en place des micro-projets.

Au regard des résultats encourageants obtenus lors la phase de démonstration, il est envisagé d'initier une deuxième phase qui sera élargie au haut Niger et à la Boucle du Niger.

6. Le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme a informé le Conseil des Ministres :

a. de la participation du Mali à la 29ème édition du Festival Panafricain du Cinéma et de la Télévision.

La 29ème édition du Festival Panafricain du Cinéma et de la Télévision se tiendra à Ouagadougou du 22 février au 1er mars 2025. Elle met en compétition tous les pays du continent dans les secteurs du cinéma et de la télévision.

La participation à cet événement vise à consolider le statut de notre pays sur la scène internationale, à promouvoir son image de marque et à poser les jalons de la relance de



son cinéma tout en valorisant le travail de la nouvelle génération de cinéastes.

Pour l'édition 2025, le Mali compétit dans toutes les catégories et présente 11 films en sélection officielle, dont 02 pour l'Etalon d'Or.

b. du déroulement des états généraux des secteurs de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme.

L'objectif général des états généraux des secteurs de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme, tenus du 09 au 11 janvier 2025, était d'ouvrir un débat national, inclusif et participatif sur la culture, l'artisanat, le tourisme et l'hôtellerie avec l'ensemble des parties prenantes afin de réaliser un état des lieux et proposer des recommandations pertinentes pour leur développement.

Ces états généraux sont la matérialisation de la vision des plus hautes autorités qui ont dédié l'année 2025 à la Culture, donnant ainsi un signal fort pour le démarrage du Programme présidentiel « Maliden Kura » qui vise à inculquer à la jeunesse nos valeurs sociales en vue de la revitalisation culturelle des territoires, la restauration de la cohésion sociale et du vivre-ensemble.

Les états généraux ont vu la participation de représentants de l'Administration publique et d'Institutions de la République, d'anciens ministres, de responsables des Collectivités territoriales, de personnalités du monde de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme, d'artistes, d'artisans et d'industriels du Tourisme

ainsi que d'acteurs clés et de faitières des trois secteurs.

Ils ont également enregistré une participation de qualité de plus de 350 personnes de toutes les Régions.

A l'issue des travaux, des recommandations pertinentes ont été formulées par les participants en vue de dégager les perspectives stratégiques et opérationnelles pour l'élaboration d'une nouvelle politique décennale et des stratégies de développement des secteurs de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme.

7. Le ministre de la Santé et du Développement social a informé le Conseil des Ministres de la situation épidémiologique du pays marquée, notamment :

a. par une stagnation du nombre de cas testés positifs de la maladie à Coronavirus par rapport à la semaine précédente ;

b. par une augmentation du nombre de cas confirmés de dengue comparé à celui de la semaine écoulée.

Le Président de la Transition, Chef de l'Etat a appelé la population au respect strict des mesures de prévention et de lutte contre les maladies.

Bamako, le 29 janvier 2025

**Le Secrétaire Général du Gouvernement,
Birama COULIBALY
Chevalier de l'Ordre national**

Mobilisation des fonds internationaux : Le Mali présente son Plan de Réponse Humanitaire 2025 à Genève

Le Plan de Réponse Humanitaire (HRP) 2025 du Mali a récemment pris une dimension internationale avec la présentation officielle du document à Genève par le ministre de la Santé et du Développement social, le Médecin Colonel Assa Badiallo TOURE. Ce plan, lancé en janvier 2025 après avoir été présenté au Premier Ministre, vise à répondre

aux défis humanitaires urgents du pays et à mobiliser des ressources internationales pour sa mise en œuvre.

D'un montant de 771,3 millions de dollars, le Plan de Réponse Humanitaire 2025 est essentiel pour faire face aux crises humanitaires exacerbées par les conflits armés, les dépla-

cements massifs de populations, les catastrophes naturelles et l'insécurité alimentaire au Mali. Il vise à soutenir des initiatives d'urgence dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la sécurité alimentaire, de l'eau et de l'assainissement, ainsi que le renforcement des capacités des populations vulnérables.

L'objectif principal de ce plan est d'aider près de 10 millions de personnes au Mali, en mettant l'accent sur les femmes, les enfants, les personnes déplacées internes, et les communautés les plus touchées par la violence et les catastrophes naturelles. Le ministre Assa Badiallo TOURE a présenté les grandes lignes du plan à Genève en compagnie de représentants du gouvernement malien, du système des Nations Unies et d'autres acteurs clés.

Lors de cette présentation, le ministre a plaidé pour un soutien financier immédiat et substantiel de la part des bailleurs de fonds pour aider le Mali à faire face à la crise humanitaire prévue pour l'année 2025. Cette démarche s'inscrit dans la volonté du gouvernement malien de renforcer la coopération avec les acteurs humanitaires et de consolider les efforts en matière de résilience, de reconstruction et de stabilisation des zones affectées.

Le Plan de Réponse Humanitaire 2025 met l'accent sur plusieurs priorités stratégiques pour répondre aux besoins immédiats et à long terme des populations vulnérables. En marge de la présentation, des échanges importants ont eu lieu entre le ministre et plusieurs agences humanitaires telles que l'OCHA, l'OMS, le HCR, l'OIM, le CICR et le BIT.

Cette initiative vise à sensibiliser la communauté internationale aux besoins humanitaires croissants au Mali et à mobiliser les ressources nécessaires pour soutenir les populations les plus vulnérables du pays. Le Plan de Réponse Humanitaire 2025 du Mali est un programme ambitieux visant à répondre aux



besoins humanitaires croissants dans le pays, en mettant l'accent sur plusieurs domaines clés.

- **Sécurité alimentaire et nutrition** : L'objectif est de garantir un accès équitable aux produits alimentaires de base et de renforcer les capacités locales pour assurer la sécurité alimentaire des populations touchées par la crise. **Accès à l'éducation** : Il est essentiel de permettre aux enfants résidant dans les zones les plus touchées par les violences d'accéder à une éducation de qualité au sein d'environnements sécurisés. Le plan prévoit des solutions visant à maintenir cet accès et à réparer les infrastructures scolaires endommagées.

Assistance médicale et sanitaire : Face à d'importants défis en matière de santé, le plan met en avant la nécessité d'améliorer l'accès aux services de santé de base, en mettant l'accent sur les groupes vulnérables tels que les femmes, les enfants et les personnes handicapées.

Eau, assainissement et hygiène : L'amélioration de l'accès à l'eau potable et aux conditions sanitaires de base est cruciale, notamment pour les populations déplacées. Le plan propose plusieurs initiatives pour relever ce défi.

Protection des personnes vulnérables : Étant donné l'impact important des déplacements forcés au Mali, le plan vise à mettre en place des mécanismes de protection pour les populations déplacées, ainsi que pour les groupes vulnérables tels que les femmes, les enfants et les personnes handicapées.

La mobilisation de la ministre Assa Badiallo TOURE à Genève vise à solliciter le soutien des partenaires internationaux pour répondre à l'ampleur des besoins humanitaires au Mali. L'appel à la solidarité a été bien accueilli, mais le défi reste conséquent et nécessite une collaboration continue avec les partenaires internationaux pour mobiliser les financements nécessaires en temps opportun.

Le Plan de Réponse Humanitaire 2025 du Mali est crucial pour sauver des vies, renforcer la résilience des populations vulnérables et reconstruire le pays. Il souligne l'importance de la solidarité internationale pour surmonter la crise que traverse le Mali. La présentation du



plan à Genève par le ministre Assa Badiallo TOURE constitue un moment crucial dans les efforts déployés par le Mali pour obtenir le soutien international indispensable afin de faire face aux défis anticipés pour l'année 2025. Cette initiative revêt une importance capitale, car elle vise à mobiliser la communauté internationale dans le but d'assurer le financement et la mise en œuvre efficace du plan élaboré. Il est impératif que les différentes parties prenantes s'engagent pleinement pour garantir le succès de cette démarche, qui a pour objectif de sauver des vies et d'offrir un avenir plus prometteur aux populations vulnérables du Mali.

La réussite de ce plan repose sur la collaboration et la solidarité entre les pays et organisations internationales, afin de mettre en

place des mécanismes de financement adéquats et durables. Il est également essentiel que des mesures concrètes soient prises pour assurer une mise en œuvre efficace du plan, en veillant à ce que les ressources allouées soient utilisées de manière transparente et efficace. En soutenant activement ce plan, la communauté internationale démontre son engagement à contribuer à la stabilité et au développement du Mali, tout en offrant un espoir concret aux populations les plus vulnérables du pays. Il est donc essentiel que tous les intervenants impliqués se mobilisent pleinement pour concrétiser ces efforts et transformer les défis en opportunités de progrès et de prospérité pour l'ensemble de la population malienne.

Ibrahim Sanogo



CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

MESSAGE SUR LA FRAUDE À L'AMO

**La Caisse Nationale d'Assurance Maladie
(CANAM)**

**a été alertée sur l'existence de sociétés
qui affilient et enrôlent frauduleusement
des personnes non assujetties au
Régime d'Assurance Maladie
Obligatoire (AMO).**

**Lesdites sociétés délivrent des cartes AMO
à des individus qui ne remplissent
pas les conditions requises pour des
prestations du régime de l'AMO.**

**En vue de faire valoir ses droits, la CANAM
a porté plainte contre deux sociétés qui
procèdent à ces pratiques.**

**Après les différentes auditions, les responsables
de ces deux sociétés ont été mis sous mandat
de dépôt en attendant leur procès.**

**<<Assuré à l'AMO, on cotise selon ses moyens
et on est pris en charge selon ses besoins sanitaires >>**

Transition : Information et sensibilisation sur les réformes politiques, institutionnelles



Le Centre de formation des collectivités territoriales (CFCT) a accueilli le mardi 28 janvier 2025, la tenue du 3ème atelier d'information et de sensibilisation sur les réformes politiques, institutionnelles, administratives et électorales. Cet événement, organisé par le Ministère délégué auprès du Premier ministre chargé des réformes politiques et du soutien au processus électoral, avait pour objectif d'informer et de sensibiliser les autorités des collectivités territoriales et les forces vives de la nation dans le district de Bamako.

Lors de la cérémonie d'ouverture, le Ministre délégué auprès du Premier ministre, Mamani Nassiré, a souligné que cette initiative gouvernementale s'inscrivait dans le cadre des orientations du Chef de l'État visant à garantir des élections transparentes et apaisées. La présence du représentant du gouverneur de la

région de Koulikoro, Harouna Diarra, préfet de Kati, ainsi que des maires des communes de Bamako, des responsables politiques et des organisations de la société civile, a marqué l'importance de cet atelier.

Dans son discours, Harouna Diarra a salué l'initiative des Autorités de la Transition pour leur engagement dans la recherche de solutions aux défis auxquels le Mali est confronté. Il a souligné l'importance pour chaque acteur de s'approprier les grandes réformes engagées par les autorités en vue de refonder le pays après des décennies de crises politiques, économiques et sécuritaires.

Le représentant du gouverneur a également mis en avant la nécessité de réfléchir à la gestion des Communes de l'Arrondissement de Kalabancoro relevant du Cercle de Kati jusqu'à l'organisation des élections communales dans

le District de Bamako, conformément à la loi en vigueur. Il a appelé les experts à éclairer davantage sur les enjeux de cette réforme, notamment pour les communes du Cercle de Kati intégrées dans le District de Bamako.

En somme, cet atelier a été l'occasion pour les acteurs locaux de se familiariser avec les réformes en cours et de contribuer à la construction d'un Mali plus stable et prospère. La mobilisation de tous est essentielle pour assurer la réussite de ces changements institutionnels et électoraux. Le Ministre délégué auprès du Premier ministre, Mamani Nassiré, a mis en avant l'importance de l'atelier en cours qui s'inscrit dans une série d'ateliers organisés par le Ministère délégué chargé des Réformes politiques et du Soutien au Processus électoral dans le District de Bamako, du 24 au 30 janvier 2025. Il a souligné que des réformes majeures ont déjà été accomplies, no-



tamment la promulgation de la Constitution du 22 juillet 2023, et que d'autres réformes sont en cours de réalisation dans le cadre de la refondation de l'État. Objectif de l'Atelier pour la Promotion des Réformes

L'objectif principal de cet atelier est de contribuer à la promotion des réformes en informant et sensibilisant les acteurs institutionnels et les citoyens sur les réformes politiques, institutionnelles, administratives et électorales déjà réalisées et en cours. Les thématiques abordées lors de cet atelier incluent les réformes politiques et institutionnelles, les ré-

formes administratives et territoriales (notamment la réorganisation du District de Bamako), ainsi que les réformes électorales, en mettant l'accent sur les modalités d'application des lois électorales récemment modifiées.

La modification de la loi électorale, autorisant la prorogation de la durée de la révision annuelle des listes électorales et introduisant des modalités particulières d'enrôlement des électeurs, s'inscrit dans le cadre de la volonté du Gouvernement de garantir des élections transparentes et apaisées. Cette démarche vise à assurer la fiabilité des listes électorales,

conformément aux orientations du Chef de l'État.

Cet atelier a pour but d'informer et de sensibiliser sur les réformes politiques, institutionnelles, administratives et électorales en cours, dans le but de mettre en œuvre les orientations du Chef de l'État pour des élections transparentes et apaisées, en garantissant la fiabilité des listes électorales.

Karamoko B Keita



Ousmane Issoufi Maïga : «Ce projet sera un document de référence pour toute action ou initiative qui serait prise par notre pays»



Le mardi 28 janvier 2025, la salle Wa Kamissoko du Centre International de Conférences de Bamako a été le théâtre du lancement des travaux de la Commission de rédaction du projet de la charte pour la paix et la réconciliation nationale. Présidée par l'ancien Premier Ministre Ousmane Issoufi Maïga, cette commission a pour objectif de concrétiser l'avant-projet en un projet concret de charte nationale pour la paix et la réconciliation nationale.

Sous la direction du président de la transition, le Général d'Armée Assimi Goïta, deux décrets ont été pris pour mettre en place cette commission et nommer ses membres. Le président Maïga a souligné l'importance de cette initiative et a appelé ses collègues à s'impliquer pleinement pour répondre aux attentes du peuple malien. Il a rappelé que la charte nationale pour la paix et la réconciliation nationale sera un document de référence pour toutes les actions futures du pays, conformé-

ment aux résolutions des Assises nationales et du dialogue direct inter-maliens.

Lors du dialogue direct inter-maliens, les participants avaient exprimé la nécessité de mettre en place une telle charte pour favoriser la cohésion sociale, le vivre ensemble et la recherche de la paix. Ainsi, la Commission de rédaction du projet de la charte nationale pour la paix et la réconciliation nationale s'attèle à concrétiser ces aspirations en un document



opérationnel et fédérateur pour tous les Maliens.

Cette démarche s'inscrit dans un contexte de recherche de solutions pour l'avenir du Mali, marqué par des défis sécuritaires, politiques et sociaux. La commission, sous la présidence éclairée de l'ancien Premier Ministre Ousmane Issoufi Maïga, s'engage à mener à bien sa mission dans l'intérêt supérieur de la nation malienne et de sa population.

Ainsi, la création de cette commission et le travail en cours pour rédiger la charte nationale pour la paix et la réconciliation nationale constituent une étape cruciale dans le processus de consolidation de la stabilité et de la cohésion au Mali. Les attentes sont grandes, mais l'engagement et la détermination des membres de la commission laissent entrevoir des perspectives positives pour l'avenir du pays. Il est encourageant de constater que le Chef de l'Etat du Mali, le Président de la Transition, le Général d'armée Assimi Goïta, a pris des mesures importantes pour promouvoir la

paix et la réconciliation nationale dans le pays. La création d'une commission chargée de transformer l'avant-projet de la charte nationale pour la paix et la réconciliation nationale en un projet concret est une étape cruciale dans ce processus.

La participation d'experts maliens dans l'élaboration de cet avant-projet est un gage de qualité et de pertinence pour répondre aux besoins spécifiques du Mali en matière de paix et de cohésion sociale. Implication de Ministres dans le Processus de Rédaction de la Charte Nationale pour la Paix et la Réconciliation au Mali

L'implication d'un certain nombre de ministres dans ce processus est une initiative louable, car cela permet d'intégrer la vision et les orientations du gouvernement dans le document final.

La répartition des experts en deux commissions, l'une axée sur la paix et la réconciliation nationale et l'autre sur la cohésion nationale

et le vivre ensemble, témoigne d'une approche holistique et équilibrée pour aborder les différents aspects de la construction d'une société pacifique et unie.

Pour le Premier Ministre Issoufi Maïga, il est essentiel que ce processus de rédaction de la charte nationale pour la paix et la réconciliation nationale soit mené de manière consensuelle et inclusive, en prenant en compte les divers points de vue et en favorisant le dialogue et la collaboration entre les experts et les représentants du gouvernement.

En travaillant ensemble, ces commissions pourront élaborer un document final solide et pertinent qui servira de cadre pour promouvoir la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble au Mali. Ce type d'initiative est indispensable pour favoriser la stabilité et le développement durable du pays.

Yacouba Ongoïba

Mali : Le constat de H. Niang sur le déséquilibre dans l'exploitation des ressources minières en Afrique



Il est largement constaté que pendant des années, un déséquilibre systémique favorable aux sociétés minières a caractérisé le partage des revenus issus des ressources naturelles dans de nombreux pays africains. Cette injustice économique a indéniablement contribué à freiner le potentiel de développement de ces nations, malgré leur immense richesse en ressources naturelles.

Le déséquilibre favorable aux sociétés minières : constats majeurs

1. Contrats déséquilibrés et clauses avantageuses pour les sociétés minières :

- Les accords miniers ont souvent été négociés dans des contextes de faiblesse institu-

tionnelle, de manque d'expertise technique ou sous pression internationale.

- Les sociétés minières ont profité d'exonérations fiscales importantes, de redevances faibles (souvent inférieures à 3 %), et de régimes d'imposition non progressifs.
- Exemple : Dans certains pays, les multinationales minières ne paient que des redevances fixes, sans tenir compte des fluctuations des prix des matières premières.

2. Exploitation abusive des avantages fiscaux :

- Les exonérations fiscales (sur les importations, les produits pétroliers, ou les équipements) ont souvent été disproportionnées et mal surveillées, privant les États de ressources vitales.

- Les mécanismes d'évasion fiscale (facturation abusive, transfert de prix) permettent à certaines entreprises d'éviter des impôts significatifs.

3. Faibles retombées locales :

- Les emplois locaux créés dans le secteur minier sont souvent peu nombreux et concentrés sur des postes subalternes.
- Les infrastructures construites par les sociétés minières (routes, énergie, etc.) servent souvent uniquement leurs propres opérations, avec un impact limité pour les populations locales.

4. Faible transformation locale des matières premières :

- La majorité des ressources minières africaines sont exportées à l'état brut, avec peu ou pas de transformation locale, ce qui limite la création de valeur ajoutée et le développement des industries connexes.

Conséquences sur le potentiel de développement des pays africains

1. Perte de revenus fiscaux :

- Les régimes fiscaux désavantageux ont privé les États africains de revenus essentiels pour financer les services publics (santé, éducation, infrastructures).
- Exemple : Selon l'ITIE (Initiative pour la Transparence des Industries Extractives), les redevances minières en Afrique représentent souvent moins de 10 % des revenus des sociétés, alors que dans d'autres régions (comme en Amérique latine), elles peuvent atteindre 20 à 30 %.

2. Développement sous-optimal des infrastructures :

- En l'absence de mécanismes de redistribution équitables, les recettes minières n'ont pas été utilisées pour développer des infrastructures nationales inclusives.
- Les régions minières restent souvent parmi



les plus pauvres, en raison d'une absence de retombées économiques significatives.

3. Risque accru de dépendance et de "malédiction des ressources" :

- Le déséquilibre a renforcé la dépendance des économies africaines aux revenus des ressources minières, les exposant à la volatilité des prix mondiaux.

- Cela a également alimenté des conflits sociaux et des tensions politiques dans les zones minières, où les communautés locales se sentent souvent marginalisées.

4. Entrave à la souveraineté économique :

- Les politiques économiques sont souvent influencées par les intérêts des multinationales, limitant la capacité des États à adopter des mesures favorisant leur population.

L'injustice économique et son impact sur le développement

Cette injustice dans le partage des revenus a contribué à réduire significativement le potentiel de développement des pays africains en limitant leur capacité à :

- Investir dans les infrastructures essentielles.
- Diversifier leurs économies au-delà des ressources extractives.
- Renforcer leur capital humain par l'éducation et la formation.

Les pays qui auraient pu utiliser leurs ressources minières comme levier pour accélérer leur industrialisation et leur autonomisation économique se retrouvent dans une position de dépendance envers les fluctuations du marché et les sociétés étrangères.

Comment corriger ce déséquilibre ?

1. L'Union Africaine et les Organisations sous-régionales africaines doivent se saisir de ce problème et en faire un point de discussion aux Nations Unies, au FMI, à la Banque Mondiale et partout où cela est nécessaire,

2. Pousser les pays africains à coordonner leurs codes miniers pour éviter une concurrence sauvage entre les pays

3. Pour chaque pays Renégocier les contrats miniers :

- Augmenter les redevances, intégrer des clauses de fiscalité progressive, et imposer des obligations en termes de développement local.

4. Développer une gouvernance transparente:

- Adhérer à des initiatives comme l'ITIE pour garantir une meilleure transparence dans la gestion des revenus.

5. Encourager la transformation locale :

- Promouvoir la transformation des ressources minières sur place pour maximiser la valeur ajoutée.

6. Créer des fonds souverains :

- Canaliser une partie des revenus miniers dans des fonds souverains pour financer des projets de développement à long terme.

Conclusion

Le déséquilibre historique dans le partage des revenus miniers reflète un problème structurel lié à la gouvernance, à la dépendance économique et à la domination des multinationales. Cette injustice a empêché les pays africains d'exploiter pleinement leur potentiel de développement. Une réforme profonde, incluant des mécanismes de fiscalité plus équitables et une meilleure gestion des ressources, est essentielle pour inverser cette tendance et utiliser les richesses minières comme un véritable levier de développement durable.

Ces mesures si elles sont prises pourront corriger les injustices dont les pays africains sont victimes sans qu'elles soient décriées par la communauté internationale.

Le citoyen lambda
H. Niang



COMMUNIQUÉ INPS

Afin d'éviter les perturbations éventuelles dans le déroulement des paiements, la Direction générale l'INPS informe les retraités et rentiers ivoiriens que le contrôle annuel de leur existence physique s'effectuera du 1er Septembre au 30 novembre 2024.

A cet effet les retraités et rentiers sont priés de faire parvenir les pièces suivantes dans les lieux de paiement habituels avant **le 30 Novembre 2024 (délais de rigueur)** :

Pour les retraités :

- Certificat de vie,
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- Attestation de non-imposition.

Pour les conjoints survivants :

- Certificat de vie,
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- Certificat de non remariage.

Pour les rentiers :

- Certificat de vie.

La Direction générale de L'INPS sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 19 Août 2024

OUSMANE KARIM COULIBALY
Directeur Général
Chevalier de l'Ordre National

Biennale Artistique et Culturelle Tombouctou 2025 : Rencontre entre le Ministre Daffé et la Commission d'Organisation



Le Ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme, Monsieur Mamou DAFFÉ, a reçu en audience ce mercredi 29 janvier 2025 la commission d'organisation de la Biennale Artistique et Culturelle Tombouctou 2025. La délégation venue de la ville des 333 Saints était dirigée par Monsieur Bakoun KANTÉ, Gouverneur de la région de Tombouctou.

L'objectif de cette visite était de faire le point sur les préparatifs de la Biennale Artistique et Culturelle Tombouctou 2025. La délégation a informé le Ministre DAFFÉ du bon déroulement des activités préparatoires de l'événement,

soulignant la forte mobilisation des habitants de Tombouctou pour garantir son succès.

La délégation a également exprimé quelques demandes au Ministre, notamment la nécessité de restaurer et de mettre en état les infrastructures et les espaces devant accueillir les invités et les festivaliers.

En réponse, le Ministre DAFFÉ a assuré à ses invités de l'accompagnement de son ministère et des plus hautes autorités du pays pour garantir le succès de cette importante manifestation culturelle nationale. Cette édition de la Biennale coïncide avec la décision historique

de Son Excellence, le Général d'Armée Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'État de la République du Mali, qui a décrété l'année 2025 comme étant l'année de la culture au Mali.

Cette rencontre entre le Ministre DAFFÉ et la commission d'organisation de la Biennale Artistique et Culturelle Tombouctou 2025 souligne l'importance de cet événement culturel majeur pour le Mali, mettant en lumière l'engagement des autorités et des populations locales pour sa réussite.

Fatou Sissoko

Nucléaire : Les déficits de la France

La France, leader de l'énergie nucléaire depuis les années 1970, doit relever d'importants défis dans son secteur nucléaire malgré son modèle unique basé sur un cycle de combustible fermé. Cette approche innovante permet de réduire les déchets radioactifs et de recycler les matières usées pour produire de nouveaux combustibles, comme le MOX, qui alimente 10% des réacteurs français.

Cependant, cette prétendue autonomie dissimule une dépendance critique : l'enrichissement de l'uranium provenant du retraitement est exclusivement effectué en Russie, dans l'usine de Seversk exploitée par Rosatom. Cette situation expose l'industrie nucléaire française à des risques géopolitiques croissants, surtout dans le contexte actuel de tensions internationales.

Le transport des matières nucléaires entre la France et la Russie constitue un maillon par-

ticulièrement vulnérable de la chaîne. Dépendant de navires russes spécialisés et d'assureurs sous la pression des sanctions occidentales, cette logistique pourrait être compromise par de nouvelles mesures restrictives, entraînant une accumulation problématique des stocks d'uranium usé en France.

Les limites industrielles nationales accentuent cette vulnérabilité. Bien que la France dispose d'installations telles que l'usine Georges-Besse II à Tricastin pour l'enrichissement de l'uranium naturel, elle ne possède pas les équipements nécessaires pour traiter l'uranium provenant du retraitement, renforçant sa dépendance à l'égard des partenaires étrangers. Cette situation est d'autant plus préoccupante à l'heure où de plus en plus de questions se posent quant à la possibilité d'une résolution du conflit en Ukraine.

Pour relever ces défis, des solutions émergent. L'investissement d'Orano de 1,7 milliard d'eu-

ros pour accroître les capacités d'enrichissement de Tricastin d'ici 2028 marque une première étape. Cependant, une véritable autonomie énergétique nécessiterait des investissements plus importants, notamment dans des technologies de pointe comme les réacteurs à neutrons rapides, capables de valoriser pleinement l'uranium appauvri.

La France se trouve donc à un moment crucial dans son secteur nucléaire, où l'indépendance énergétique et la sécurité de l'approvisionnement en matières nucléaires deviennent des enjeux stratégiques majeurs. Les décisions prises dans les années à venir auront un impact significatif sur l'avenir de l'industrie nucléaire française et sur sa position dans le contexte énergétique mondial.

Arouna Sidibé



France : François Bayrou utilise le terme «Inchallah» lors d'une réunion avec les députés LR



Lors d'une réunion devant les députés LR, François Bayrou a surpris son auditoire en utilisant le terme «Inchallah», qui se traduit en arabe par «si Dieu le veut», en abordant les problématiques liées au budget pour l'année 2025. Cette utilisation peu commune a provoqué des réactions parmi les élus présents.

Cet événement s'est déroulé ce mardi à l'Assemblée nationale, où François Bayrou s'est invité à la réunion du groupe des députés Les Républicains. Alors que les discussions portaient sur les questions économiques en vue de la commission mixte paritaire visant à trou-

ver un accord sur le projet de loi de finances pour 2025, le Premier ministre a introduit un terme qui a pris de court son auditoire.

En effet, face à des élus de droite déconcertés, François Bayrou a déclaré : «Lorsque nous aurons un budget Inchallah». Cette expression courante dans le monde arabo-musulman signifie «si Dieu le veut». Certains participants à la réunion ont exprimé leur surprise face à cette utilisation peu commune d'un terme religieux.

Un participant à la réunion a souligné que bien que la droite ait choisi de ne pas censurer le

gouvernement sur le budget, elle s'inquiète des concessions faites à la gauche pour éviter la censure. Cette réaction témoigne des divergences d'opinions et des sensibilités politiques présentes lors de cette rencontre.

L'utilisation par François Bayrou du terme «Inchallah» lors de cette réunion avec les députés LR a suscité des réactions variées parmi les élus présents, mettant en lumière les tensions et les préoccupations liées aux discussions budgétaires pour l'année 2025.

Arouna Sidibé

Suspicion d'arrangement entre le PSG et Stuttgart : Un match décisif sous haute tension en Ligue des Champions UEFA



Une soirée cruciale pour de nombreuses équipes de football engagées dans la Ligue des Champions UEFA. Alors que les passionnés de football se préparent à suivre 18 matchs en simultané lors de cette huitième et dernière journée de la phase de groupes, l'enjeu est immense pour de nombreux joueurs et entraîneurs.

Parmi les clubs sous pression, on retrouve Manchester City, actuellement hors des positions de qualification, et le PSG, classé vingt-deuxième. Pour les Parisiens, un match nul contre Stuttgart leur permettrait de disputer les barrages, une perspective qui n'échappe pas à l'attention des observateurs à travers l'Europe.

Les spéculations vont bon train quant à la possibilité d'un arrangement entre les Franciliens

et le club allemand, puisqu'un match nul conviendrait également à Stuttgart. Malgré ces rumeurs, l'entraîneur du PSG, Luis Enrique, a affirmé en conférence de presse que son équipe visait la victoire ce soir en Allemagne.

Le classement général de la Ligue des Champions UEFA montre une situation serrée, avec plusieurs équipes à égalité de points. Benfica, le Sporting, Stuttgart, le PSG et Manchester City se disputent les dernières places qualificatives, ajoutant une dimension supplémentaire de tension à cette journée décisive.

Les médias européens alimentent les spéculations sur un possible arrangement entre les deux équipes, avec des termes tels que "biscotto" en Italie pour évoquer un accord à l'amiable. L'attention des observateurs est également portée sur les réactions des autres

équipes en lice, comme Benfica et le Sporting, qui pourraient voir leur qualification compromise en cas d'entente entre le PSG et Stuttgart.

En dépit des doutes soulevés, les représentants de Stuttgart ont tenu à réaffirmer leur intention de jouer pour la victoire, rejetant l'idée d'un match nul arrangé. L'enjeu est donc clair pour les deux équipes : prouver sur le terrain qu'elles méritent leur place en phase finale de la compétition, et faire taire les spéculations qui entourent cette rencontre capitale.

Fatou Sissoko



Bélier (21 mars - 19 avril)

Une Lune complice vous promet des instants inoubliables avec vos proches. Le bonheur est à votre portée. À noter cependant, vous serez harassé en fin de journée, il serait bon de faire une vraie coupure et de vous oxygéner. Grâce à votre optimisme, vous accroissez vos chances d'être reconnu positivement pour vos actions. En effet, votre état d'esprit du jour va être apprécié de tous ceux qui vous entourent et va vous permettre de franchir une nouvelle étape dans votre évolution.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vos potentiels d'adaptation aux changements seront mobilisés, vous faites bien de rester ouvert à différents choix qui s'offrent à vous. Votre émotivité refoulée influe sur votre sommeil. Évitez de somatiser inutilement. Le climat, plus sensible que réaliste peut vous agacer par moments. Profitez plutôt de toute la créativité qui accompagne cette situation pour dénicher LA bonne idée ou vous lancer dans une œuvre artistique de qualité.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous voici au centre de l'attention générale, votre ouverture d'esprit porte ses fruits, aujourd'hui. Vous continuez sur votre lancée, sans à-coups. Vous serez plus raisonnable. Tout va pour le mieux ! Vous disposez de tous les atouts nécessaires pour partager votre bonne humeur, marquer les esprits, gagner en popularité et multiplier les contacts. Tout vous sourit. Alors, faites confiance à votre petite voix intérieure !



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Votre vie relationnelle est au premier plan, vous pensez à construire autour de vos liens les plus importants une forteresse que rien ne peut entamer. Prenez le temps de savourer les sensations fortes à votre portée. Vous avez l'impression d'avoir surmonté les défis et vous avez mis à l'épreuve votre courage. Ne réprimez pas vos désirs et essayez de consolider ce que vous avez ou ce que vous commencez. Vous ne pourriez pas avoir plus de facilités !



Lion (22 juillet - 23 août)

C'est la journée idéale pour vous déplacer voir un ami cher, ce que vous remettiez déjà depuis longtemps. C'est également le bon moment pour vous remettre à une activité sportive, cela vous fera autant de bien au corps qu'à l'esprit. Vous êtes de bonne humeur, 4 étoiles, vous vous sentez bien dans votre peau et la vie vous semble légère. Profitez-en pour démarrer un maximum de choses mais aussi pour sortir et vous amuser.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Votre optimisme se bonifie au contact des autres. Il vous donne un meilleur jugement de ce que vous devez faire. Vous avez besoin de faire du sport, de stimulation musculaire et ligamentaire. Dégagez du temps pour vous. Ce n'est pas le jour pour vous atteler à une tâche longue ou minutieuse, vous risquez de tout envoyer en l'air. Choisissez plutôt des activités physiques et faites un peu de sport si vous en avez l'occasion. Au pire, allez marcher une petite heure, ça ira tout de suite mieux !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous serez moins émotif que d'habitude. Cela vous rend redoutablement efficace pour trancher certaines situations, profitez-en. Il serait bon de surveiller la qualité de votre sommeil et de faire quelques activités relaxantes pour chasser les tensions. C'est en restant fidèle à vos valeurs que vous allez avoir la meilleure humeur qui soit. N'écoutez pas les jaloux ! Faites confiance à votre petite voix intérieure et agissez comme bon vous semble. Vous êtes sur le bon chemin, poursuivez dans ce sens !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous avez besoin de prendre plus de recul et d'être moins impatient pour prendre les bonnes décisions qui s'imposent. Votre forme morale est en baisse et vous manquez de sommeil. Alors, faites le nécessaire pour rectifier le tir ! Vous êtes distrait par vos pensées désordonnées qui entravent votre concentration. Prenez des dispositions sans attendre si vous êtes face à un choix difficile et n'y mêlez pas de considérations personnelles. Cependant, restez axé sur vos idéaux, résistez à trop d'introspection.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Des souvenirs remontent à la surface. Vous voyez le chemin accompli, des doutes s'envolent, pensez à l'avenir. Vous aurez du mal à être raisonnable aujourd'hui... Prévoyez du repos demain. Votre énergie est excellente et soutient votre activité. C'est en toute sérénité que vous abordez la journée. Votre attitude ne va pas manquer de faire plaisir à votre entourage. Que vous conseiller si ce n'est de vous laisser porter par cet agréable climat et de savourer chaque instant avec ceux qui vous entourent !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous récolterez les fruits de vos efforts. Vous serez ravi d'apprendre l'opinion de certaines personnes à votre égard. Votre énergie en hausse vous aspire à partager avec les autres, évitez les polémiques, gardez votre calme, un échange n'est pas une attaque. C'est avec bonne humeur que vous saurez dédramatiser simplement les complexités de votre quotidien. Vous osez franchir certaines barrières, parler avec aisance, ce sera une belle performance !



Verseau (20 janvier - 19 février)

Le ciel respire et renouvelle vos perspectives. Votre imagination est à son comble et l'avenir se profile sous les meilleurs aspects. Vous avez envie de voir clairement ce qui pourrait vous débarrasser des peurs et des frilosités qui freinent votre épanouissement. Votre appétit de vivre vient vous soutenir pour chasser le spleen de vos regrets, vous allez de l'avant avec le sourire, ce qui est fortement apprécié de votre entourage. Des échanges constructifs avec vos collègues, vos amis ou votre partenaire sont au programme !



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous réglez avec plus d'aplomb sur vos émotions, aujourd'hui. Faites en sorte de ne pas devenir inabordable pour autant ! Vous maintenez le bon cap avec optimisme, surveillez malgré tout votre équilibre alimentaire. Aujourd'hui vous ressentez qu'une remise en forme complète s'impose. Vous profitez d'un moment rien qu'à vous pour faire du sport ou bien une grande balade en plein air. Votre corps en a besoin mais pas seulement, votre esprit aussi.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

1177 Malikilé

1592 Malikilé

Intégration et suivi aux membres de l'élite de l'opposition... Réactions vives de l'opposition

Le ministre Diop à la Conférence des Nations Unies

Le Combat de Yahya Samaké

Defense de la Démocratie et des Libertés Fondamentales au Mali

1592

1177 Malikilé

1593 Malikilé

Centre de Formation Professionnelle de Séno - Cérémonie d'ouverture de l'Atelier National de Validation de la Stratégie Nationale de l'Entrepreneuriat au Mali

Visite de Président Assimi Goïta au Burkina Faso

Renforcement de la coopération bilatérale

1593

1177 Malikilé

1594 Malikilé

Renforcement des relations diplomatiques et humanitaires... Les Ambassades au Mali et au Burkina fermées et une nouvelle ouverte à Dakar

Justice internationale

Al Hassane reconnu coupable de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre

1594

1177 Malikilé

1595 Malikilé

Politique autour de l'absence de Déclaration de politique générale de Premier ministre au Sénégal : enjeux et implications

Mémoire de Boubou / Chaguel

Un tissu de mensonges ?

1595

1177 Malikilé

1596 Malikilé

Call to arms de force pour lutter contre la dégradation... Une initiative de Boubou Bakissa Assani et de l'Association Espoir en Rouge

La rançon de la quête de souveraineté

1596

1177 Malikilé

1597 Malikilé

Fin de guerre interarmées de Séno... Le Rassemblement National en position de force, mais la bataille finale reste à venir

Primaires

Pathétique Chaguel !

1597

1177 Malikilé

1598 Malikilé

Visite diplomatique de l'ambassadeur à Rio de Janeiro... Le ministre Diop rencontre son homologue des Emirats Arabes Unis

Situation sécuritaire au Mali

Retour sur les événements marquants du mois de juin 2024

1598

1177 Malikilé

1599 Malikilé

Renforcement de la coopération énergétique entre le Mali et la Russie... Le Président Assimi reçoit en audience l'ambassadeur russe (SPASSI)

Initiative royale pour l'Afrique atlantique et le Sahel

Quels projets pour l'accès des pays du Sahel à l'Atlantique ?

1599

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23